Du média de formantion au média d'information : La Liberté et Le Courrier à l'apprentissage du pluralisme, quelques étapes (1945-1996)

Autor(en): **Tardin, François**

Objekttyp: **Article**

Zeitschrift: **Schweizerische Zeitschrift für Religions- und Kulturgeschichte = Revue suisse d'histoire religieuse et culturelle = Rivista svizzera di storia religiosa e culturale**

Band (Jahr): **105 (2011)**

PDF erstellt am: **26.05.2024**

Persistenter Link: https://doi.org/10.5169/seals-390490

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.
Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.
Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Ein Dienst der *ETH-Bibliothek*
ETH Zürich, Rämistrasse 101, 8092 Zürich, Schweiz, www.library.ethz.ch

http://www.e-periodica.ch

Du média de formation au média d'information: *La Liberté* et *Le Courrier* à l'apprentissage du pluralisme, quelques étapes (1945–1996)

François Tardin

Dans le cadre de l'étude de l'affaissement des bases chrétiennes de la société romande au cours de la seconde moitié du vingtième siècle, nous avons choisi, afin d'évaluer l'impact du Concile Vatican II sur la presse catholique, d'évoquer l'évolution du *Courrier* et de *La Liberté*, deux quotidiens qui se déconfessionnalisent progressivement au cours de la période 1945–1996. Fragments d'une recherche en cours dirigée par le professeur Francis Python et subventionnée par le Fonds national de la recherche, ces quelques pages proposent un premier aperçu de l'analyse du matériau que nous avons collecté depuis le début de notre travail dans divers fonds d'archives, dont certains apparaîtront au fil des notes de bas de page, et auprès des différentes personnes qui ont eu la gentillesse de nous accorder un entretien, pour la plupart des journalistes gravitant dans le milieu de la presse catholique romande.

Le Courrier de Genève et *La Liberté* de Fribourg sont nés à trois ans d'intervalle, respectivement en 1868 et en 1871, avec pour vocation commune de défendre les intérêts des communautés catholiques de leurs cantons respectifs. Le Kulturkampf, qui a vu s'affronter dans les années 1870 catholicisme conservateur et radicalisme libéral et a abouti à la révision de la constitution fédérale ainsi qu'à la promulgation d'articles d'exception interdisant les Jésuites et la construction de couvents, leur a conféré une légitimité forte au sein du milieu catholique romand. Une légitimité dont ils bénéficient encore, soixante-cinq ans plus tard.[1] A la fin de la Deuxième Guerre mondiale en effet, *La Liberté* et *Le Courrier* se positionnent toujours en porte-parole des communautés catholiques fribourgeoise

[1] Sur l'histoire de La Liberté, se référer à la monographie de Roland Ruffieux, La Liberté en son premier siècle, Fribourg 1975. Il n'existe en revanche pas d'ouvrage scientifique consacré à l'histoire du Courrier. L'on citera toutefois le livre commémorant les cent ans du journal, Courrier, Cent ans d'histoire, Genève 1968, recueil de textes émanant de personnalités religieuses et politiques ainsi que de journalistes proches de la publication.

SZRKG, 105 (2011), 353–364

et genevoise, même si leurs rapports avec l'institution ecclésiastique sont parfois agités, signe des tensions internes secouant le catholicisme dans la période préconciliaire.

Mais devant eux se dessine un demi-siècle de profonds bouleversements qui, entre les mutations du champ médiatique suisse et le courant rénovateur qui modifie le rapport de l'église aux institutions temporelles défendant les principes chrétiens, va provoquer une progressive déconfessionnalisation des deux titres. C'est ce processus, qui met en évidence à l'échelle locale, parfois en contradiction avec les textes romains, une certaine résistance des forces religieuses et politiques face à la prise d'indépendance de ce qu'elles ont tendance à considérer comme «leur» presse, dont nous allons tenter d'esquisser les contours. Pour ce faire, nous avons divisé notre période en trois temps. La première, baptisée «Le Temps des crises», présentera la situation qui prévaut avant le Concile. La seconde, ou «Le Temps de l'ouverture», évoquera la vague réformatrice qui agite la presse catholique dans le sillage du Concile. «Le Temps des ruptures» enfin, mettra en évidence l'aboutissement de l'évolution qui fait l'objet de cette analyse.

Le temps des crises

À l'orée des trente glorieuses, une frange du parti conservateur suisse et du mouvement corporatiste catholique est montrée du doigt pour son adhésion durant la guerre à l'idée d'une Europe nouvelle. Cette adhésion a provoqué des divergences d'une part entre l'Eglise et son bras politique, et d'autre part à l'intérieur même du parti conservateur, de plus en plus tiraillé entre les différentes sensibilités de ses membres. Dans ce contexte troublé, la hiérarchie ecclésiastique, par le biais du nouvel Evêque du diocèse de Fribourg, Lausanne et Genève, Monseigneur François Charrière, tente de restaurer tant bien que mal dans les organes de presse catholiques la primauté du message évangélique sur l'engagement au service des intérêts politiques conservateurs. Le nouvel Evêque n'est pas étranger au monde du journalisme puisque lorsqu'il accède à l'Episcopat, il vient de passer cinq ans (1941–1945) à la direction de *La Liberté.* Un mandat durant lequel il avait amené le journal à exercer dans la région fribourgeoise un «magistère moral»[2] et n'avait pas hésité à s'opposer aux prises de position polémiques de Jean-Marie Musy. A Genève en revanche, *Le Courrier* est mis en cause pour ses liens avec le cercle gravitant autour de l'ancien conseiller fédéral favorable à une participation helvétique dans l'Europe nazie.

[2] Francis Python, Un test pour les catholiques romands au sortir de la guerre, L'accession à l'épiscopat de Mgr François Charrière en 1945, dans: Urs Altermatt, Nation und Nationalismus in Europa, Frauenfeld 2002, 647.

Le rôle présumé de l'Evêque Charrière dans la chute du conseiller d'Etat Piller: En décembre 1946 à Fribourg, le parti catholique conservateur, qui possédait jusque-là six des sept sièges du conseil d'Etat, est ébranlé par l'arrivée d'un deuxième radical au gouvernement. C'est le Bullois Pierre Glasson, qui a triomphé au second tour des élections du sixième candidat conservateur, le controversé Joseph Piller. *La Liberté* est pointée du doigt par les ténors du parti conservateur pour son manque de soutien au conseiller déchu durant la campagne. Accusé durant toute cette dernière par les radicaux d'avoir ruiné les finances cantonales par ses investissements en faveur de l'Université – tandis que les degrés secondaires et primaires sont insuffisamment dotés, et que le taux d'illettrisme est très élevé dans le canton –, vilipendé pour son soutien à quatre professeurs allemands renvoyés de l'Université pour sympathies nazies, Joseph Piller a qui plus est subi le désaveu public d'un éditorial défavorable dans *La Liberté*.[3]

Publié entre les deux tours de l'élection, l'article, intitulé «La crise du parti conservateur»[4], a pointé à demi-mot le manque de sensibilité sociale de Piller. Négligeant le rôle occulte joué par certains membres du parti[5] dans la chute de leur collègue, et bien qu'au bas de l'article figure la signature du nouveau directeur du journal, l'Abbé Louis Grillet, la frange pillérienne du régime met immédiatement l'Evêque en cause. Elle affirme en effet reconnaître dans l'article incriminé le style de Monseigneur François Charrière, ancien directeur de *La Liberté*. La trahison présumée de l'«Evêque rouge» – surnom donné au prélat en raison de ses sympathies pour le mouvement chrétien-social – offre à l'aile droite du parti le prétexte idéal pour d'un côté mettre en délicatesse un ecclésiastique jugé trop à gauche, et de l'autre pour exiger une mise au pas du «journal des Fribourgeois». L'Evêque niera toujours, comme dans le passage qui suit datant de 1951, avoir été l'instigateur de l'article, ou tout du moins avoir autorisé la publication de son manuscrit en l'état, et entrera dans un conflit durable avec la Mère supérieure de Saint-Paul, qui soutiendra toujours la version contraire.

> «Selon [la supérieure générale de Saint Paul], c'est moi qui lui aurais demandé à l'entretenir de ces questions, moi qui lui aurais proposé un article contre lequel elle se serait rebiffée, moi qui aurais insisté, puis moi aussi qui aurais eu l'audace de venir, après coup, lui arracher en quelque sorte une déclaration de non responsabilité. Je proteste de toute mon âme contre pareille accusation.»[6]

3 Patrice Borcard/Christophe Mauron, 1946, une élection, une fracture: Le grand chambardement, dans: La Gruyère, 8.1.1996.

4 La Liberté, 7.12.1946.

5 Le rôle de Maxime Quartenoud, chef du département de l'agriculture et représentant de la tendance sociale du parti conservateur, dans la chute de Joseph Piller, est aujourd'hui établi. Voir Patrice Borcard/Christophe Mauron, 1946, une élection, une fracture: Les dessous d'un putsch, dans: La Gruyère, 10.10.1996.

6 François Charrière, Notes à propos du conflit Liberte – Courrier (Mon attitude lors des élections au Conseil d'Etat en 1946), 31 décembre 1951 (Fonds privé d'un donateur désirant rester anonyme).

Dans les années qui suivent l'éviction de Joseph Piller, alors que l'affaire agite le nonce apostolique, le courant réactionnaire du parti, emmené par les fils de l'ancien Conseiller d'Etat Georges Python, caresse d'abord l'espoir de racheter *La Liberté*, puis de créer de toute pièce un organe acquis à sa cause. Il n'y parvient pas. Le parti conservateur obtient toutefois en 1947 l'intégration à la rédaction de son secrétaire cantonal, Pierre Barras, en qualité de rédacteur politique, puis trois ans plus tard celle d'un magistrat conservateur, José Pochon, comme directeur en lieu et place de l'Abbé Grillet, seul fusible à avoir finalement sauté dans l'affaire. *La Liberté* refusera en revanche en 1958 de devenir l'organe officiel du parti,[7] laissant ce statut au *Fribourgeois*, un journal gruérien à la diffusion confidentielle proche de l'aile droite de la formation. Dans les faits pourtant, elle sera davantage, au cours des vingt années suivantes, le journal du parti conservateur que celui de l'Eglise, même si les intérêts des deux forces coïncident généralement, pour un temps encore du moins.

L'Evêque épure Le Courrier: Au *Courrier*, l'immédiat après-guerre est marqué par une épuration de la rédaction orchestrée par l'Evêque Charrière. Avant le conflit, *Le Courrier* s'était épuisé dans les luttes internes du corpo-syndicalisme chrétien. Durant la guerre, c'est la tendance corporatiste qui a tenu la barre du journal, l'engageant dans la voie du soutien à l'Europe nazie et au pétainisme. Les corporatistes ont profité de la maladie de l'Evêque Marius Besson pour adopter une ligne que ne défend pas la hiérarchie. Le lien très fort de l'un des principaux rédacteurs du *Courrier*, Etienne Déléaval, avec la pro-axiste *Jeune Suisse* de Jean-Marie Musy,[8] dont il a été un collaborateur régulier et le secrétaire de rédaction, constitue la principale pierre d'achoppement entre les deux parties à la sortie de la guerre. Durant cette dernière, le journal a en effet pour cette raison été interdit en France par les Gaullistes, et de nombreuses voix se sont élevées contre l'orientation fascisante du journal, à commencer par celles d'un groupe de pétitionnaires emmené par Albert Béguin, un proche du futur Cardinal Charles Journet, connu pour sa farouche opposition au nazisme.

Dès son accession à l'Episcopat, l'on attend une prise de position ferme de François Charrière. Elle ne tarde pas à venir: le 13 décembre 1945, un mois à

[7] Le 23 octobre 1958, l'administrateur de Saint-Paul Hugo Baeriswyl écrit ainsi au président du parti conservateur fribourgeois que La Liberté ne saurait renoncer à son caractère de quotidien catholique, comme tel indépendant de tout parti même d'inspiration chrétienne». (Archives de l'Etat de Fribourg, Fonds Joseph Ackermann, Boîte 4, Dossier «Correspondant politique de La Liberté»).

[8] Dans l'éditorial du premier numéro de la nouvelle formule de la Jeune Suisse, dont il est l'instigateur, l'ancien conseiller fédéral Jean-Marie Musy écrit: «La Suisse doit prendre résolument sa place parmi les artisans lucides et résolus de cette Europe nouvelle, qu'il faut faire plus juste et plus humaine, même au prix des plus pénibles sacrifices.» Sur les liens entre Jean-Musy et La Jeune Suisse, voir Daniel Sebastiani, Jean-Marie Musy (1876–1952), un ancien conseiller fédéral entre rénovation nationale et régimes autoritaires, Fribourg, Thèse de doctorat en Lettres, 2004.

peine après son élévation à l'épiscopat, l'Evêque exige les démissions du rédacteur en chef et de l'administrateur du *Courrier*, ce qui entraîne celle de l'ensemble du conseil de direction.[9] A la tête de la rédaction, on assiste au retour de René Leyvraz, apôtre d'un syndicalisme chrétien rénové, qui a fait les belles heures du *Courrier* dans les années trente avant d'être temporairement mis sous l'éteignoir à Genève par les tenants du corporatisme fascisant que nous venons d'évoquer. Contrairement à *La Liberté*, sur laquelle plane de plus en plus l'influence du parti conservateur au détriment de celle de l'Eglise, *Le Courrier* aborde donc la seconde moitié du vingtième siècle dans une attitude de relative soumission aux autorités ecclésiastiques, avec pour mission d'«unir tous les catholiques de Genève». La soumission n'est que relative car à la fin de son mandat, René Leyvraz se retrouvera en désaccord avec l'Evêque, avec qui il conduit depuis longtemps une amitié mouvementée, notamment sur la question de l'armement atomique.[10]

Le temps de l'ouverture

En Suisse romande comme ailleurs, les trois décennies suivant la guerre sont marquées par de profonds bouleversements. Sur le plan religieux tout d'abord, le Concile Vatican II consacre la victoire du courant réformateur de l'Eglise, et donne une caution de pluralité politique aux organes temporels battant pavillon catholique. De plus, le Concile en tant qu'événement enclenche une réflexion nouvelle de l'Eglise sur son rapport aux médias.[11] Promulgué par le Pape Paul VI en décembre 1963, le décret conciliaire sur les moyens de communication sociale, baptisé *Inter Mirifica*, postule comme «inhérent à la société humaine le droit à l'information sur les sujets qui intéressent les hommes, soit en tant qu'individus, soit en tant que membres d'une société, selon la situation de chacun». Le prédécesseur de Paul VI, Jean XXIII, avait ouvert la voie quelques mois plus tôt dans l'encyclique *Pacem in Terris* en énumérant parmi les «Droits relatifs aux valeurs morales et culturelles» le «droit à une information objective». Cela marque un tournant vis-à-vis de l'attitude extrêmement méfiante qu'avait jusque-là eue l'Eglise vis-à-vis des nouveaux médias, le cinéma notamment. Mais cela implique pour l'institution l'acceptation d'une logique de libération de la parole, puisque les médias audiovisuels ne permettent plus de contrôler cette dernière aussi étroitement qu'il était possible de le faire dans la presse écrite.

9 Python, Un test (voir note 2), 654–660.

10 Françoise Larderaz, René Leyvraz (1898–1973): portrait et combats d'un journaliste catholique engagé, Lyon, Thèse de doctorat en Lettres, 1999, 674.

11 Vatican II suscite un intérêt médiatique considérable. En France par exemple, le quotidien Le Monde dispose avec Henri Fesquet d'un correspondant qui couvre toutes les sessions du Concile. «Cela a fait prendre conscience à l'Eglise qu'elle vivait au temps des médias.» (Entretien avec André Kolly, Directeur du Centre Catholique de Radio-Télévision, Lausanne, 27 juin 2011).

Sur le plan médiatique ensuite, les vingt-cinq années qui suivent la Seconde Guerre mondiale voient deux tendances s'affirmer: d'une part le développement d'une presse d'information longtemps abaissée au rang de journalisme mineur, et d'autre part la pénétration fulgurante de nouveaux médias, la radio et la télévision, qui pousse la presse écrite à se repositionner. Ajoutons à cela que la stabilité du gouvernement suisse depuis 1959 – la «démocratie de concordance» trouve sa consécration dans la «formule magique» – provoque un certain désintérêt des citoyens suisses pour la politique.[12] La presse d'opinion n'a dès lors en apparence que deux alternatives: prendre le tournant de l'information, ou péricliter. *La Liberté*, sous l'impulsion de son nouveau rédacteur en chef François Gross, le comprendra dès les années septante. *Le Courrier*, en proie à d'importantes difficultés financières, mettra une décennie supplémentaire pour trouver une ligne éditoriale cohérente.

François Gross, un vent conciliaire sur La Liberté: Au début des années 70, jugé responsable du retard économique du canton et affaibli par la prise d'indépendance de son aile chrétienne-sociale, le parti conservateur n'est plus majoritaire au gouvernement. À *La Liberté* pourtant, ce sont encore les «têpelets» qui font la loi, et il est difficilement pensable qu'un journaliste du principal quotidien fribourgeois n'ait pas sa carte du parti conservateur.[13] Mots d'ordre du parti, consignes de vote et cotation morale des films projetés au cinéma définie par la centrale catholique du film sont relayés dans celle que l'on surnomme «La Grande menteuse» ou «La Pravda de Pérolles».[14] Durant le Concile, à la demande de l'Evêque Charrière, *La Liberté* s'était gardée d'aborder les sessions relatives à la réforme liturgique dans sa rubrique religieuse tenue pas un Abbé Alphonse Menoud de toute façon réfractaire à l'*aggiornamento*.

Les Sœurs de la Congrégation de Saint-Paul, qui éditent le journal, et son administrateur, Hugo Baeryswil, conscients que *La Liberté* vogue contre le vent conciliaire, tentent de pousser le rédacteur en chef en place, Roger Pochon, à une certaine ouverture politique. Signe que journal n'est plus en phase avec une grande partie de son lectorat, qui attend dans la foulée de Vatican II une meilleure représentation des différentes tendances du catholicisme social, les lettres de mécontentements se multiplient. La plus grande offensive est menée par un groupe emmené par un professeur de collège qui adresse début 1970 un mémoire à la direction de *La Liberté*, dans lequel est reprochée au quotidien sa ligne «catholique traditionnaliste au niveau de l'église et conservatrice de droite au

[12] Alain Clavien, Grandeurs et misères de la presse politique: Le match Gazette de Lausanne – Journal de Genève, Lausanne 2010, 265.

[13] Claude Chuard, ancien journaliste à La Liberté, confie ainsi: «Un jour, un collègue membre du parti conservateur m'a demandé si j'avais ma carte. Naïvement, j'ai cru qu'il parlait de ma carte de journaliste. Je lui ai donc répondu que je ne l'avais pas encore. Mais non, lui parlait en réalité de celle du parti!» (Entretien avec Claude Chuard, Fribourg, 3 mars 2010).

[14] Frédérique Carrel, La Liberté offerte à François Gross: portrait du quotidien fribourgeois au tournant des années 1970, Fribourg, Mémoire de Master, 2008, 26–27.

niveau de la société».[15] Mais dans les coulisses, les instances dirigeantes de *La Liberté* ont déjà planifié le remplacement de Roger Pochon à la tête du journal par François Gross.[16] Ce catholique d'origine fribourgeoise ayant débuté sa carrière professionnelle à *La Gazette de Lausanne*, qui sous la direction de Pierre Béguin a renouvelé le genre de la presse d'opinion,[17] il entend dès son arrivée ménager au journal fribourgeois une marge de manœuvre vis-à-vis des pouvoirs politiques, et dans une moindre mesure religieux.

Il y parvient par la mise en place d'une charte rédactionnelle rédigée «dans l'esprit de Vatican II»[18] qui, si elle ne rompt pas les attaches catholiques du journal, ne s'apparente plus comme autrefois à un cahier des charges signé par l'Evêque. Elle supprime en outre le statut privilégié dont bénéficiait jusque-là le rédacteur ecclésiastique.[19] Gross renouvelle l'équipe de rédaction et pousse l'ancienne garde vers la sortie. Il exige que l'actualité religieuse soit traitée sous un angle journalistique et refuse, non sans que cela ne crée quelques frictions avec le nouvel Evêque Pierre Mamie, de publier *in extenso* les communiqués de l'Evêché et les lettres pastorales. Afin de marquer clairement la prise d'indépendance politique du journal, François Gross renonce à occuper le siège réservé jusque-là au rédacteur en chef de *La Liberté* au sein du comité de direction de la section fribourgeoise du parti, et décline l'invitation que lui fait son prédécesseur Roger Pochon de patronner ses débuts au Boulevard de Pérolles.[20] Dans les périodes électorales, *La Liberté* présente désormais toutes les formations politiques en lice. Et s'il est des nostalgiques pour regretter l'«ancienne» *Liberté*, François Gross se retranche, pour argumenter l'ouverture du journal, derrière les textes romains à commencer par l'instruction pastorale *Communion et progrès*, le document d'application du décret *Inter Mirifica* qu'il cite dans le quatrième numéro de l'édition du centenaire de *La Liberté*.[21] Le train de l'information pris en marche, le journal est paré pour affronter les défis médiatiques de la fin du vingtième siècle.

Pierre Dufresne, Le Courrier à gauche toute! Il faudra attendre dix années supplémentaires pour voir le réformisme s'emparer du *Courrier*. À Genève, dans le vent de Vatican II, les catholiques ne se sentent plus obligés de s'abonner au

[15] Lettre du Groupe Paul Lauper adressée à l'Evêque François Charrière, à la Sœur Supérieure Générale de l'œuvre de St-Paul, Sœur Madeleine Schoffit, et à l'administrateur de La Liberté, Hugo Baeryswil, 14.1.1970, Archives du Diocèse de Lausanne, Genève et Fribourg, Dossier «XI.La.1: La Liberté».

[16] Les discussions entre François Gross et Hugo Baeryswil ont débuté fin 1969 déjà. (Entretien avec François Gross, Fribourg, 7.7.2011).

[17] Clavien, Grandeurs et misères (voir note 12), 219–221.

[18] Entretien avec François Gross, Fribourg, 7.7.2011.

[19] François Gross va jusqu'à parler de «domaine réservé». (François Gross, Vingt ans de journalisme sur les bords de la Sarine, dans: Christophe Büchi/Eric Burnand/Michel Zendali, François Gross en Liberté; 20 ans de journalisme sur les bords de la Sarine, Fribourg 1996, 8).

[20] Entretien avec François Gross, Fribourg, 7.7.2011.

[21] François Gross, Demain la presse, dans: La Liberté, 23.10.1971.

journal et s'en vont vers les gazettes concurrentes. Pour ne rien arranger, dans les années septante, produit par une équipe composée de stagiaires inexpérimentés et de journalistes conservateurs usés, *Le Courrier*, qui a perdu son rédacteur en chef emblématique en 1963 avec le retrait de René Leyvraz, se cherche une ligne éditoriale. Des 9.000 abonnés qu'il comptait à la fin des années soixante, le journal n'en dénombre plus que 4.000 dix ans plus tard. Endetté, il ne survit que grâce au soutien des milieux catholiques. La société catholique romaine de Genève, organe administratif de l'Eglise genevoise, lui alloue en effet depuis 1967 une subvention annuelle de plusieurs centaines de milliers de francs suisses.[22] D'autre part, il est désormais partiellement administré par l'œuvre de Saint-Paul, également propriétaire de *La Liberté* rappelons-le, qui édite sur ses rotatives ses pages à des tarifs dérisoires.

En 1980, il est encore une fois question de trouver un nouveau rédacteur en chef. Depuis 1968, après quatre ans de règne de Jean-René de Ziegler, qui avait aligné le *Courrier* sur les positions de l'institution religieuse, les rédacteurs en chef se sont en effet succédés à un rythme effréné sans qu'aucun ne parvienne à redresser la ligne du journal, pas plus que les chiffres de vente. Le nouveau rédacteur en chef, Pierre Dufresne, est choisi sur la base de sa collaboration trente années durant à l'organe de presse des syndicats patronaux genevois. Il est cependant inconnu sur le plan éditorial puisqu'il avait uniquement été actif dans l'édition du journal des syndicats patronaux.[23] Et lorsqu'il arrive à la tête du *Courrier*, Dufresne est un homme aux convictions renouvelées. Animateur d'un groupe tiers-mondiste dans sa paroisse, il oriente le journal dans la voie de l'œcuménisme, et focalise son attention sur les injustices sociales en affirmant une «option prioritaire pour les pauvres». Il va jusqu'à prospecter du côté des mouvements alternatifs de gauche, au grand dam de l'arrière-garde du parti démocrate-chrétien genevois, qui en appelle bientôt au désabonnement. Mais en renouant avec le christianisme social qui a fait son succès sous l'ère Leyvraz, *Le Courrier* a récupéré une partie des lecteurs qui avaient quitté le journal à la fin des années soixante, lorsque celui-ci avait rompu avec le progressisme conciliaire. Avec 5.900 abonnés en 1992, sa santé reste cependant fragile.

Le temps des ruptures

Les processus progressifs de déconfessionnalisation de *La Liberté* et du *Courrier* trouvent leur aboutissement en la même année 1996. Le paysage médiatique suisse a alors profondément changé. A l'opulence des revenus de la publicité et à l'hystérie d'investissements des années quatre-vingt succède l'effondrement des

[22] A partir de 1967, 200.000 francs par an, 600.000 en 1973 et près d'un million en 1975. (Charles Philipona, D'abord le journal de l'Evêque, dans: Le Courrier, 6.9.2008).

[23] Loïc Bielmann, Quand les journalistes s'engagent; le cas du Courrier, un quotidien d'information associatif à l'heure de la concentration dans la presse suisse romande, Genève 2004, 69.

recettes publicitaires du début de la décennie suivante. Résultat: fusions, rachats et concentrations de titres se multiplient.[24] Rares quotidiens à subsister hors des grands groupes de presse, *La Liberté* et *Le Courrier* restent maîtres de leur projet éditorial. Or, dans ce contexte de rentabilité économique impérative, l'Eglise se trouvant en décalage de plus en plus marqué avec la société civile, leur héritage catholique apparaît comme un handicap. Tandis que le Pape Jean-Paul II, dans la continuation des textes des années soixante et septante, a accrédité en 1990 dans la section 37C de l'encyclique *Redemptoris Missio* la conception voulant que les médias soient une culture à part entière et non un simple haut-parleur des institutions,[25] la hiérarchie ecclésiastique doit se résigner à abandonner les rares prérogatives qu'elle pouvait encore faire valoir dans la conduite des deux journaux. Si la rupture, préparée durant l'ère Gross, se fera en douceur à Fribourg, à Genève elle intervient à l'issue d'un bras de fer entre le rédacteur en chef du *Courrier*, Patrice Mugny, et la Société catholique romaine, qui subventionne le journal.

La Liberté: après l'indépendance politique, l'indépendance religieuse: À Fribourg, c'est Roger de Diesbach, un homme rompu au journalisme d'enquête, qui fera définitivement entrer *La Liberté* dans l'ère de la presse d'information libre. Après l'indépendance politique acquise sous Gross, De Diesbach s'attèle à conquérir l'indépendance religieuse. Se basant sur les constats que la presse d'opinion est «morte ou moribonde»[26] et que les zones d'expansion possibles du journal sont réformées, le nouveau rédacteur en chef demande une modification de la charte rédactionnelle, afin de libérer le quotidien de sa tutelle religieuse et d'avoir «les coudées franches pour y développer la recherche d'informations»[27]. Les Sœurs de Saint-Paul donnent leur aval au changement à la condition que le mot «catholique» figure dans la nouvelle charte. Une formule est trouvée pour que l'héritage catholique du journal ne soit pas totalement renié, mais qu'il ne légitime plus d'éventuelles interventions de l'institution catholique: la rédaction s'engage à défendre «des valeurs catholiques et chrétiennes de vérité, de justice et de liberté».

Dans la foulée, la page «Eglise» du samedi devient la page «Religions». *La Liberté*, sans s'acharner, parle de plus librement des problèmes qui agitent l'Eglise catholique, la pédophilie notamment. Désormais, le lien qui unit le journal et la congrégation qui l'édite se borne essentiellement à un rapport économique, les capitaux engendré par l'impression de la publication constituant la recette principale de la Congrégation de Saint-Paul, qui dispose de missions dans de nombreux pays étrangers. Et en juin 1996, c'est avec une grande liberté de ton que

[24] Ibid., 25.
[25] Entretien avec André Kolly, Lausanne, 27.6.2011.
[26] Roger De Diesbach, Presse futile presse inutile: plaidoyer pour le journalisme, Genève 2007, 386.
[27] Ibid., 385.

De Diesbach défend *Le Courrier* et son rédacteur en chef contre la Société catholique romaine de Genève.

Le Courrier: non au chantage de la Société catholique romaine: En conflit larvé avec la rédaction du *Courrier* depuis l'arrivée à sa tête de Patrice Mugny en 1992, la Société catholique romaine de Genève, qui décide du soutien financier accordé par l'Eglise au journal, pose en 1996 comme condition au renouvellement de la subvention annuelle de 250.000 francs pour 1997 et 1998 le départ du rédacteur en chef en place.[28] La SCR sanctionne ici sévèrement l'orientation toujours plus à gauche qu'a pris le journal depuis les années quatre-vingt. En 1992 déjà, l'Œuvre de Saint-Paul et la société catholique romaine de Genève avaient tenté de reprendre la main en proposant leur propre candidat à la succession de Pierre Dufresne. Il s'agissait de Marc Savary, un journaliste proche des milieux ecclésiaux, entre autres président du centre catholique international de Genève.[29] Mais la rédaction s'était alors rassemblée derrière le candidat désigné par Pierre Dufresne, Patrice Mugny, brandissant la menace d'une démission en bloc en cas de défaite de ce dernier, ce qui avait fini par faire reculer Saint-Paul.

Le 14 juin 1996, lorsque *Le Courrier* titre en une «L'Eglise exige la démission de notre rédacteur en chef», le tollé est énorme et les milieux catholiques romands sont divisés. Jusque dans le clergé, les prises de position se multiplient pour dénoncer ce qui est qualifié d'«odieux chantage».[30] Le silence de l'Evêque Amédée Grab ne fait rien pour calmer les esprits. Sous la pression, la Société catholique romaine finit par proposer un nouveau protocole de subvention à la Nouvelle Association du Courrier, beaucoup moins avantageux pour le *Courrier* qu'auparavant toutefois. Mais la rupture est consommée et l'association éditrice du journal décline l'offre. Ainsi le journal genevois passe-t-il du statut de média d'opinion aligné sur l'institution catholique à celui de quotidien d'opinion indépendant. Toutes les références à l'héritage chrétien du journal disparaissent des statuts du journal. Dans un paysage médiatique suisse archi-dominé par la presse d'information, le *Courrier* ne subsiste que grâce au vaste appui associatif dont il dispose et au caractère non lucratif de sa société éditrice. Epilogue de la rupture, les tarifs d'impression préférentiels accordés au *Courrier* par l'Oeuvre de Saint-Paul en vertu de la solidarité qui prévalait naguère entre les organes de presse catholiques sont majorés de cinquante pour-cent en 1999, contraignant celui qui avait été longtemps «Le journal de l'Evêque» à conclure un contrat avec une imprimerie privée genevoise.

[28] La SCR a déjà réduit la subvention de 650'000 à 250'000 francs entre 1992 et 1996.

[29] Agence de Presse Internationale Catholique, Genève: Avenir du quotidien catholique Le Courrier, 4.3.1992, Archives électroniques de l'APIC, Mot-clef «Courrier».

[30] «Le personnel refuse le diktat de la SCR», Une du Courrier du 17.07.1996.

Conclusion

La déconfessionnalisation de *La Liberté* et du *Courrier*, deux titres résolument catholiques en 1946 et qui ne le sont pour ainsi dire plus cinquante ans plus tard, est un bon indice de l'affaissement des bases chrétiennes des cantons dans lesquels la religion catholique est majoritairement présente, dans le sens où elle est encouragée par des lectorats qui, bien que restant majoritairement catholiques, n'entendent plus se laisser dicter leur conduite par des organes de «défense et illustration de la Sainte Eglise romaine».[31] L'ouverture n'est cependant possible que grâce à la réflexion profonde qu'enclenche l'Eglise sur son rapport aux médias lors du Concile Vatican II.

Mais cette déconfessionnalisation est également à replacer dans le contexte de la mutation du champ médiatique romand. Un champ qui consacre durant cette période la victoire d'une presse s'affirmant comme neutre, mais surtout d'une presse désormais conditionnée par un impératif de rentabilité économique, et oblige ses principaux acteurs à atténuer, sinon à faire disparaître, les marques de leur positionnement socio-politique historique. Les codes de la société s'étant désalignés de ceux de l'institution religieuse, la presse catholique est dès lors contrainte de mettre sous l'éteignoir son héritage catholique.

Du média de formation au média d'information:
La Liberté *et* Le Courrier *à l'apprentissage du pluralisme, quelques étapes (1945–1996)*

Si jusqu'à la fin de la Deuxième Guerre mondiale, les quotidiens Le Courrier (Genève) et La Liberté (Fribourg) se sont toujours posés en porte-parole fidèles des communautés catholiques de leurs cantons respectifs, durant les cinquante années suivantes, du fait des transformations du champ médiatique romand et de la rénovation interne du catholicisme matérialisée par le Concile Vatican II, leurs rapports avec l'institution religieuse se modifient. Les deux titres s'ouvrent d'abord au pluralisme politique, puis religieux, pour finalement se déconfessionnaliser, rompant à l'aube des années 2000 leurs dernières attaches avec l'Eglise catholique. Cet article se propose d'étudier ce processus de déconfessionnalisation et de baliser les étapes qui le composent. L'analyse de la période 1945–1996 permet en outre de mettre en lumière les réactions qui se font jour face à la progressive émancipation des deux journaux, parfois en contradiction avec l'ouverture des textes romains sur la question des médias.

Von Formierungs-Medien zu Informations-Medien:
La Liberté *und* Le Courrier *mit ihren ersten Kinderschritten im Pluralismus (1945–1996)*

Bis zum Ende des Zweiten Weltkriegs erwiesen sich die Tageszeitungen *Le Courrier* (Genf) und *La Liberté* (Freiburg) durchgehend als Wortführer, die den jeweiligen katholischen Gemeinschaften ihrer Kantone treu verpflichtet waren. Im Verlaufe der fünfzig nachfolgenden Jahre veränderten sich ihre Bezüge zur religiösen Institution aufgrund der Transformation in der Medienwelt der Westschweiz sowie auch der inneren Veränderungen im Katholizismus, wie diese sich im Zweiten Vatikanum ausdrückten. Zuerst öffneten sich die zwei Blätter dem politischen Pluralismus, später dem religiösen, um sich schlussendlich zu entkonfessionalisieren. Anfang der Jahre 2000 wurden die letzten

[31] Entretien avec Albert Longchamps, rédacteur en chef de la revue Choisir, Carouge, 24.07.2011.

Bindungen zur katholischen Kirche gelöst. Dieser Beitrag setzt es sich zum Ziel, jenen Prozess der Entkonfessionalisierung und die diesbezüglich zu beobachtenden Etappen zu studieren. Die Analyse des Zeitraums von 1945–1996 erlaubt es des weiteren, ein Licht auf die Reaktionen zu werfen, die sich angesichts der zunehmenden Emanzipation der beiden Tageszeitungen einstellten; manchmal auch im Gegensatz zur Öffnung in den römischen Texten zu Fragen der Medien.

From Media for Formation to Media for Information: La Liberté *and* Le Courrier *Learning about Pluralism, Some Stages in the Journey (1945–1996)*

Up to the end of the Second World War, the two daily newspapers *Le Courrier* (Geneva) and *La Liberté* (Fribourg) always presented themselves as the faithful voice of the Catholic communities in their respective cantons. However, over the following fifty years, with the transformations in the media landscape in Swiss Romande and the internal renewal of Catholicism brought about by Vatican II, the relationship of these newspapers with the Church underwent a change. At first the newspapers opened up to political pluralism, then to religious pluralism, and finally they became secular, breaking any lingering ties with the Catholic Church just after the turn of the millennium. This paper investigates the process of deconfessionalisation and traces the stages that it passed through. Analysis of the period from 1945–1996 also reveals reactions to the progressive emancipation of the two titles, which sometimes went against the Catholic Church's new and more open approach to media questions.

Mots clés – Schlüsselbegriffe – Keywords

Presse catholique romande – Katholische Presse der Westschweiz – Swiss Romande Catholic press, *La Liberté – La Liberté – La Liberté*, *Le Courrier – Le Courrier – Le Courrier*, Concile Vatican II – Zweites Vatikanum – Vatican II, Déconfessionnalisation – Entkonfessionalisierung – Deconfessionalisation, Après-guerre – Nachkriegszeit – Postwar, Fribourg – Freiburg i. Ue. – Fribourg, Genève – Genf – Geneva.

François Tardin, Assistant de recherche FNS à la Chaire d'Histoire contemporaine de l'Université de Fribourg.